

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.  
Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

## Journal des Palestiniens

N° 154 16-12 au 23-12

Par M.Lemaire

Ce journal est obtenu par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters ainsi que les sources d'informations de la résistance). ensuite patiemment fais les recoupements...

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :  
[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :  
<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site <http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :  
[fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (a mes yeux) :

### Editorial

***Les Etats-Unis, l'Europe, Israël, font tout pour empêcher la volonté du peuple palestinien de s'imposer.***

Triple attaque des champions de la démocratie...

Première attaque : La Chambre des représentants américaine " le Congrès" a adopté une résolution, indiquant que le Hamas ne doit pas être autorisé à participer aux élections palestiniennes.

Le Congrès a estimé pour sa part que "des organisations terroristes comme le Hamas ne devraient pas être autorisées à participer aux élections palestiniennes tant que ces organisations ne reconnaîtront pas le droit à l'existence d'Israël en tant qu'Etat juif (...) tant qu'elles ne condamneront pas le terrorisme et tant qu'elles ne seront pas désarmées de façon permanente et n'auront pas démantelé leur infrastructure terroriste".

Ps : Les autorités israéliennes ont salué cette résolution qui, estiment-elles, accentue la pression sur Mahmoud Abbas afin qu'il interdise les candidats du Hamas.

Deuxième attaque ; (en direct de Tel Aviv) : "Si le Hamas l'emporte, il sera "très difficile que l'aide et l'argent alloués (...) à l'Autorité palestinienne continuent à l'être".dixit Javier Solana parlant au nom de l'Union Européenne, à clairement annoncé que le soutien financier apporté à l'Autorité palestinienne serait remis en cause en cas de victoire électorale et/ou de participation à « cette administration » d'organisations qui ne

condamnent pas la violence ou qui ne reconnaissent pas l'Etat d'Israël.

Le message adressé aux Palestiniens est sans ambiguïté.

NB : L'aide européenne doit atteindre 260 millions d'euros en 2006. Après avoir versé plus de 340 millions de dollars à l'Autorité palestinienne en 2005.

Troisième attaque : Selon un haut responsable de la présidence du Conseil européen, les Arabes vivant dans les quartiers Est de Jérusalem ne seront pas autorisés à participer à ce scrutin en raison de la présence de membres du Hamas sur les listes des candidatures.

Conclusion : l'Impérialisme ne tolérera pas que les Palestiniens choisissent une représentation politique qui n'accepterait pas la soumission et qui refuserait de liquider leurs aspirations nationales en échange de quelques miettes politiques et de nombreuses prébendes individuelles.

De plus il y a des questions qui se posent à l'intérieur même de la Palestine : Le rôle actuel de l'autorité...

Certains affirment que l'Autorité s'est complètement coupée des aspirations de son peuple et aide les forces d'occupation à liquider les militants du Hamas et du Jihad.

Ce dont profite Israël pour mener à bien la liquidation d'un peuple : 10. tués & 32 blessés (30 tués en un mois et 99 blessés)

Et tout cela était annoncé :

Le 18 décembre, Sha'ol Moufaz (ministre de la Défense), menace de lancer des opérations militaires sévères et globales contre la Bande de Gaza, si le lancement des roquettes continuerait contre les colonies israéliennes.

Tandis que le vice-Premier ministre Ehoud Olmert explique à qui veut l'entendre : « Si les résistants continuent de tirer des roquettes sur Israël, la réaction de l'Etat hébreu sera très féroce et aucune option ne peut être écartée »

De plus, l'armée pourrait déclarer "no man's land" le secteur situé près de la frontière, avertissant la population palestinienne qu'elle tirerait sur quiconque qui s'y trouverait...

Bonne lecture

Cathy & Marc

---

16-12 au 23-12 : Peuple Palestinien : 10 tués - 32blessés

---

Sommaire :

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région :

Décompte des pertes humaines

7 Dossier

7-1 Pierre-yves Salingue : Colonisation, résistance et démocratie.

7-2 Point de vue de Akiva Eldar : A vieux problèmes, équation nouvelle

7-3 Dossier M.Lemaire : Résolution Us : le Hamas ne peut pas être autorisé à participer aux élections

7-4 Point de vue de Salwa Alenat : comment les colons de la vallée du Jourdain exploitent les travailleurs palestiniens

# 7-5 "Le monde" rapporte : Israël envisage d'établir une "zone de sécurité" dans la bande de Gaza

7-6 Point de vue de Kol Shalom : Le Likoud dirigé par et pour les extrémistes

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Silvia Cattori : A propos des menaces des USA et de l'Europe

9 Annexe

9-1 Déclaration finale du congrès du droit au retour à Nazareth

9-2 Centre d'Information sur la Résistance : Droit au retour : La lutte des réfugiés internes

---

## 1 Politique Palestinienne

1-1 Processus de paix :

18-12

**Le président Mahmoud Abbas a rencontré le Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier Solana.**

**Pendant l'entretien** le porte-parole de la présidence, Nabil Abou Rudeina a demandé à la communauté internationale de faire pression sur Israël afin d'arrêter l'escalade de violence.

22-12

**# Le négociateur Saeb Erakat, a dit que la Feuille de route était restée lettre morte, et que le gouvernement israélien refusait de re-faire vivre le processus de paix gelé depuis septembre 28, 2001.**

**Erakat a ajouté que les négociations de statut final avec les israéliens n'avaient pas commencé, indiquant que toutes les communications entre les deux côtés et le Quartet se concentraient sur les protocoles du passage de Rafah.**

Erakat a indiqué que l'Autorité Nationale Palestinienne avait appelé les Israéliens à revenir à la table de négociation afin de trouver une solution au sujet du statut finale, mais le gouvernement Sharon avait refusé. "Je ne pense pas qu'il y aurait des négociations fiables pour rétablir le processus de paix même après les élections israéliennes."

SOURCE : IPC+agences

22-12

Des représentants des deux groupes de résistance ont annoncé qu'ils ne respecteraient plus la trêve des attaques anti-israéliennes, observée plus ou moins depuis le début de l'année,

(AFP)

1-2 Les grandes manoeuvres

18-12

**#** Abou Rudeina a appelé la communauté internationale, notamment l'administration américaine, de ne pas permettre à Israël de ruiner les élections palestiniennes, en soulignant que cela nécessitait l'arrêt des

assassinats ciblés et des attaques.

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12516](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12516)

1-3 Sur le terrain

21-12

(AP

Des hommes ont enlevé deux enseignants (un ressortissant australien et un Néerlandais) d'une école américaine "The American International School", subventionnée par des fonds américains, alors qu'ils circulaient dans le nord de Gaza, ont rapporté des témoins.

Ps : Une centaine d'élèves sont inscrits dans cette école privée installée dans le nord de Gaza.

AP

ma/v205

21-12

Les Nations unies ont récemment retiré la plupart de leurs expatriés de la bande de Gaza après qu'un certain nombre d'entre eux eurent été enlevés.

Tous ont toutefois été libérés peu après, sans dommages.

(afp - 08h08)

**21-12**

**Le Secrétaire Général pour les Comités populaires palestiniens, Azmi Al Sheyoukhi confirme et encourage les efforts déployés par la police palestinienne dans toutes les villes palestiniennes pour le maintien de la sécurité, et l'arrêt de toutes les formes de violence...**

**SOURCE : IPC**

1-4 Gouvernement cherche coalition désespérément...

Quatrième étape des élections municipales,

16-12

**# Le Hamas, a obtenu la victoire, dans quatre villes majeures et quelques villages en Cisjordanie et dans la bande de Gaza**

16-12

Selon les résultats provisoires des municipales de jeudi, publiés vendredi par la commission électorale,

Le Hamas a pris le contrôle de Djénine,

Il a également remporté trois sièges à Ramallah, siège du gouvernement palestinien,

Pour Sami Abou Zouhri, porte-parole du Hamas, ces résultats réjouissants montrent que "notre peuple s'est uni pour soutenir la réforme et le changement, ainsi que la résistance".

**17-12**

Outre les quatre grandes villes, les municipales se sont déroulées dans 35 petites localités de Cisjordanie et trois autres de la bande de Gaza.

Les bons scores réalisés par le Fatah dans les petites localités lui permettent de devancer le Hamas en terme de nombre de sièges emportés dans l'ensemble des conseils municipaux élus.

Le Fatah en a ainsi obtenu 35% contre 26% pour le Hamas, le reste allant à des formations de moindre importance ou à des candidats indépendants.

Reuters

Elections législatives du 25 janvier

15-12

Le Premier ministre Ahmad Qoreï a démissionné jeudi afin de se présenter aux élections du 25 janvier en tant que candidat du mouvement de M. Abbas, le Fatah (au pouvoir).

M. Abbas a désigné le vice-Premier ministre et ministre de l'Information Nabil Chaath au poste de Premier ministre.

17-12

(XINHUANET)

Le président palestinien Mahmoud Abbas a accepté la démission de six ministres qui se présenteront aux prochaines élections législatives, a-t-on appris samedi de source proche de la présidence palestinienne.

En vertu de la Loi électorale palestinienne, tout responsable de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) doit démissionner de son poste avant de participer aux élections législatives.

17-12

**#** Le Hamas présentera des candidats aux élections législatives palestiniennes du mois prochain

"Les élections législatives auront lieu comme prévu. Le droit démocratique de participer à ce scrutin est garanti par la loi, nous ne pouvons exclure personne", a déclaré samedi Nabil Abou Rdainah, porte-parole de l'Autorité palestinienne.

"Ni l'Amérique ni une tierce partie n'ont le droit d'intervenir dans ce processus démocratique", a déclaré Saïd Seyam, un haut responsable du mouvement.

(Reuters)

Rappel

Le Hamas participera pour la première fois aux élections législatives

Le mouvement avait boycotté les élections parlementaires palestiniens en 1996 pour exprimer son opposition à l'accord d'Oslo.

(XINHUANET)

22-12

Des tractations sont en cours pour fusionner les deux listes du Fatah qui doivent participer aux élections législatives de janvier et permettre ainsi au mouvement d'afficher un front uni.

La liste unifiée "qui devrait être annoncée ce soir" sera conduite par Marwan Barghouthi, a indiqué une source au sein du Fatah.

(AFP)

22-12

Aux problèmes internes du principal mouvement palestinien est venu s'ajouter la menace israélienne d'empêcher le vote palestinien à Jérusalem-Est si le Hamas s'y présente.

La tentation est forte pour le président Abbas, dans ces conditions, de reporter le scrutin , mais le Hamas et dix autres factions palestiniennes l'ont adjuré de n'en rien faire, même si Israël met sa menace à exécution

(Reuters).

18-12

## **# L'Autorité Nationale Palestinienne a rejeté une résolution adoptée par la Chambre des représentants des Etats-Unis " le Congrès" qui conditionnerait l'aide américaine de l'élimination du Hamas des élections législatives palestiniennes en janvier ...**

Les élections législatives auront lieu comme prévu. Le droit démocratique de participer à cette élection est garanti par la Loi, nous ne pouvons exclure personne", a déclaré samedi Nabil Abou Rudeina, porte-parole de l'ANP.

Abdullah Abdulla, le directeur général du ministère palestinien des Affaires étrangères, dit : "je ne comprends pas comme les Etats Unis appellent à la démocratie au Moyen-Orient et ailleurs et en même temps demandent que nous excluons les groupes politiques du processus démocratique."

lire suite dans : Dossier - Report des Elections

### Jérusalem

21-12

Israël empêchera les [Palestiniens](#) de Jérusalem de voter pour les élections du Parlement palestinien le 25 janvier, a annoncé un haut responsable israélien,

AP

ma/v219

21-12

(AP)

## **# L'Autorité palestinienne annulera les élections si Israël interdit aux [Palestiniens](#) de Jérusalem de voter, a annoncé le ministre palestinien de l'Information Nabil Shaath.**

"Si les Israéliens insistent pour ne pas nous autoriser à organiser les élections à Jérusalem, il n'y a pas d'élection du tout", a souligné Nabil Shaath.

Le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a affirmé pour sa part qu'il n'avait pas encore décidé d'un report éventuel du vote. Auparavant, il avait assuré que le scrutin aurait bien lieu, mais il est partiellement revenu sur cette position mercredi. "C'est une grande responsabilité qui doit être étudiée avec soin", a-t-il dit.

Peu avant, un haut responsable israélien avait affirmé qu'Israël empêcherait les Palestiniens de Jérusalem de voter pour les élections du Parlement palestinien le 25 janvier.

Lors des scrutins précédents, les Palestiniens de Jérusalem votaient en postant leur bulletin par les postes de la ville ou se rendaient en voiture jusqu'aux bureaux de vote des banlieues situées en Cisjordanie.

Toutefois, ce haut responsable israélien qui a requis l'anonymat a souligné que cette fois, il n'y aura aucun vote, y compris par les bureaux de poste. Ce responsable a ajouté que l'Etat hébreu ne voulait pas aider le Hamas à prendre le pouvoir,

21-12

**Les factions palestiniennes ont insisté sur la nécessité de tenir les élections législatives à la date fixée.**

**Ils ont insisté aussi sur la nécessité de laisser les jérusalémites participer aux élections comme les autres palestiniens.**

Dans le même contexte, M. Nabil Sha'th a déclaré : "les élections législatives ne se tiendront pas à sa date fixée, si Israël ne laisse pas les palestiniens de Jérusalem-Est participer aux élections".

SOURCE : IPC

1-7 Action contre la politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

**22-12**

Aujourd'hui avant l'aube, les forces ont tué 3 citoyens de la ville de Naplouse. Le Centre palestinien pour les Droits de l'Homme " PCHR " a condamné jeudi l'assassinat de trois citoyens dans la ville de Naplouse.

# Le Centre a affirmé, que cette dernière escalade avait été déclenché selon des décisions prises par les établissements israéliens politiques et militaires il y a deux semaines qui déclarait faire des opérations militaires contre des Palestiniens dans le territoire palestinien occupé, y compris les exécutions extrajudiciaires et l'arrestation arbitraire.

Le Centre a averti des conséquences d'opérations militaires conduites par les forces de l'occupation israélienne contre les palestiniens et leurs propriétés. Il a appelé la Communauté Internationale à endosser ses responsabilités, en particulier les parties de la Quatrième Convention de Genève de 1949 , pour protéger les civils palestiniens dans les territoires palestiniens occupés et arrêter les différentes mesures agressives pratiquées par l'occupation israélienne.

SOURCE : IPC+agences

1-10 Prisons

21-12

**SCANDALE :**

**# Des sources palestiniennes ont dit que l'administration pénitentiaire de la prison d'Al-Naqab, la plus grande prison israélienne, avait renouvelé la détention administration pour au moins 157 prisonniers palestiniens, alors qu'ils ne leur restait que quelques semaines avant d'être relâchés**

Ils ont ajouté que tous les prisonniers avaient moins de 25 ans après que l'administration de la prison leur avait notifié leur détention, si bien qu'il leur restait quelques semaines à être relâchés.

La prison d'Al-Naqab contient environ 2 200 prisonniers dont 800 sont détenus

administrativement sans délit.

PS ; Cette décision a été prise dans le cadre de la loi britannique qui date de 1945 qu'utilise les forces de l'occupation israélienne pour pouvoir détenir n'importe quel palestinien qui pourrait former un danger sur la sécurité de l'Israël sans révéler les motifs de la détention.

SOURCE : IPC+agences

---

## 2 Politique Israélienne

### 2-1 Processus de paix

15-12

Sondage de l'université hébraïque de Jérusalem.

Cinquante pour cent des Israéliens – (contre 47% qui sont contre) - sont d'accord pour qu'Israël traite avec le Hamas si cela s'avère nécessaire pour aboutir à un accord de paix,

Selon Yaacov Shamir, qui a dirigé l'étude d'opinion sur le Hamas, les Israéliens ne sont pas devenus plus favorables à ce groupe, mais ils se rendent mieux compte de sa popularité parmi les [Palestiniens](#).

"Ceci dénote une prise de conscience israélienne de ce qui se passe dans l'opinion palestinienne, à savoir que le Hamas est sérieux en affichant son intention de jouer un rôle dans la politique palestinienne. On ne peut l'en empêcher et le public le comprend", estime-t-il.

Shamir compare les objections des Israéliens à dialoguer avec le Hamas aujourd'hui à celles qu'ils formulaient à l'encontre de l'Organisation de libération de la Palestine avant de signer avec elle en 1993 les accords d'Oslo.

"Le processus sera plus court cette fois-ci", ajoute Shamir. Le Hamas est officiellement hostile à un dialogue avec Israël mais certains de ses dirigeants ne l'excluaient plus ces derniers temps.

(Reuters)

16-12

D'après une enquête d'opinion diffusée par le quotidien "[Yediot Ahronot](#)",

49 % des personnes interrogées estiment que la partie arabe de la ville de Jérusalem, annexée par Israël après la guerre des Six-Jours (1967) et dont les Palestiniens veulent faire la capitale de leur futur Etat, est négociable.

Une proportion rigoureusement identique juge au contraire que Jérusalem doit rester la "capitale indivisible" d'Israël.

Reuters)

### 2-2 Des Canons ... pas du beurre

18-12

**#** Sha'ol Moufaz (ministre de la Défense), menace de lancer des opérations militaires sévères et globales contre la Bande de Gaza, si le lancement des roquettes continuerait contre les colonies israéliennes.

18-12

Afihay Adri, porte-parole de l'armée, a déclaré que l'armée avait reçu l'autorisation d'arrêter des activistes palestiniens, qui lancent des roquettes contre les colonies israéliennes.

22-12

(AP)

Si les résistants continuent de tirer des roquettes sur Israël depuis la Bande de Gaza, la



réaction de l'Etat hébreu sera très féroce et aucune option ne peut être écartée, y compris une opération terrestre", a averti le vice-Premier ministre Ehoud Olmert

AP

cb/v536

22-12

Le vice-ministre israélien de la Défense, Zeev Boïm, a affirmé que la possibilité d'une éventuelle coupure de l'électricité dans la bande de Gaza, "a été discutée" récemment, et qu'Israël envisageait sérieusement de couper l'approvisionnement en électricité du territoire palestinien

Rappel : Après le départ de la bande de Gaza en septembre, Israël a continué à fournir en électricité la bande de Gaza.

(AFP)

2-4 Les grandes manœuvres...

17-12

**Selon le Yediot Ahronoth : "Un sondage a été réalisé à la suite d'un article de Newsweek citant un spécialiste des sondages travaillant du Bureau d'Ariel Sharon et affirmant que le Sharon était " en théorie " favorable à un retrait de 90 % de la Cisjordanie et d'une partie de Jérusalem"**

**Cependant le sondage indique que les Israéliens ne croient pas Sharon : ils sont seulement 56 % à penser que Sharon accepterait d'échanger des quartiers de la ville contre la paix, contre 37 % d'un avis contraire....**

**Tandis que 49 % estiment que le retrait de la partie arabe de la ville, annexée par Israël après la guerre des Six- Jours (1967) et dont les Palestiniens veulent faire la capitale de leur futur État, est négociable**

**[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12464](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12464)**

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérément...

19-12

Sharon (après un attaque cérébrale) il pourrait s'exprimer en public ce lundi, déclare-t-on dans son entourage

19-12

Netanyahu a été élu à la tête du Likoud (droite) lors de primaires lundi,

Après dépouillement de 98% des bulletins, Nétanyahou recueillait 44% des voix, contre 33% à Shalom.

Pour l'analyste politique Hanan Crystal, l'expérience politique et l'art oratoire de Nétanyahou, le font le candidat le plus à même de tenir tête à Sharon. "Il a déjà défait un Premier ministre sortant (Shimon Pérès en 1996, Ndlr), il peut le refaire", a-t-il estimé

AP

20-12

L'élection de Netanyahu parachève l'implosion du paysage politique traditionnel israélien, dont les conséquences apparaîtront à l'occasion des élections législatives de mars.

(AFP) –

20-12

**#** La scène politique israélienne habituellement agitée n'aura, jamais connu un tel chambardement en un laps de temps si court.

Alors que M. Sharon, connu il comme le Premier ministre de droite le plus intransigeant, a réussi à rester dans la course, le Likoud paraît voué à rester en panne après les élections, écrivait le Jerusalem-Post

(AFP) – .

20-12

Selon l'analyste Yossi Alpher. : "Avoir trois partis qui prétendent chacun obtenir plus de 20 à 25 sièges aux élections est quelque chose d'extraordinaire", "L'ensemble du système politique a légèrement glissé à gauche, ce qui explique l'élection de M. Peretz et la création de Kadima",

(AFP) –

**22-12**

Le nouveau chef du [Likoud](#), [Netanyahu](#), a annoncé qu'il avait décidé de repousser les primaires au 9 janvier 2005 afin de pouvoir introduire des changements dans la constitution du Likoud, "afin d'empêcher [Moshe Feiglin](#), dirigeant de la fraction d'extrême-droite du parti, de se présenter sur la liste du Parti pour la [Knesset](#).

Cette modification stipulerait que "toute personne ayant été condamnée par le passé à 3 mois ou plus d'emprisonnement ne serait pas éligible dans la liste du Parti" et s'appliquerait directement à Moshe Feiglin, condamné en 1997 à 6 mois de prison ferme par un tribunal de Jérusalem pour avoir "incité à la révolte".

Il dirigeait à l'époque le mouvement de droite "Zo Artsénou", qui encourageait le public à bloquer les artères centrales du pays pour protester contre les accords d'Oslo. \*\*

## 2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

**19-12.**

**Le mouvement des Droits de l'Homme (PHR) et l'Organisation médicale de "Gisha" ont appelé le gouvernement israélien à permettre l'accès entre la Cisjordanie et la bande de Gaza aux patients, aux professionnels médicaux et aux étudiants en médecine**

**22-12**

**#** Selon un haut responsable de la présidence du Conseil qui s'adressait à [Véronique De Keyser](#), chef de l'équipe d'observateurs européens dépêchés en Israël pour superviser le déroulement des élections palestiniennes, prévues pour le 25 janvier 2006, les Arabes vivant dans les quartiers Est de Jérusalem ne seront pas autorisés à participer à ce scrutin en raison de la présence de membres du Hamas sur les listes des candidatures.

**D'après les [accords d'Oslo](#), les résidents palestiniens de la capitale ont le droit de voter pour les institutions de l'Autorité palestinienne. Ils peuvent alors se rendre dans les bureaux de poste où sont placées des urnes, si les autorités israéliennes ont accordé au préalable leur autorisation.**

**Les Palestiniens considèrent la partie orientale de Jérusalem, où vivent 200 000 d'entre eux, comme la capitale de leur futur État.**

**22-12**

**Le Mouvement "La Paix Maintenant" a déclaré que le gouvernement israélien ne s'en tenait pas au plan de paix " La feuille de route ", qui appelait Israël à geler toutes les activités de colonisation**

**Dans un communiqué de presse, Ma Paix Maintenant a révélé que le ministre israélien du Logement avait publié des offres pour 137 unités de logements afin d'être construites dans la colonie d'Ariel et celle de Karnei Shomrom.**

**Le mouvement a également déclaré que depuis le début de l'année 2005, 903 unités ont été publiées comme offres dans plusieurs colonies de la Cisjordanie, en ajoutant que plus de demie, (575), avaient été publiées depuis la décision d'aller aux élections, il y a un mois.**

**Le mouvement israélien de paix accuse le premier ministre Sharon de continuer l'expansion des colonies construites sur les terres palestiniennes, occupées en 1967, en violant ainsi les engagements de La feuille de route d'arrêter la construction dans les colonies.**

**Le mouvement a condamné l'investissement continu et le financement des colonies mené par Sharon dans les territoires occupés afin de soutenir sa campagne électorale, le décrivant comme un " acte irresponsable ".**

**SOURCE : IPC+agences...**

**[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12545](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12545)**

2-11 Politiques extérieure

19-12

**# Le Conseil de la Coopération de Golf (GCC) a réaffirmé, qu'une paix juste ne serait pas réalisé sans un état palestinien indépendant avec Jérusalem comme capitale ...**

Le GCC a appelé Israël à arrêter ses violations contre le peuple palestinien dont la politique d'assassinat, l'expansion coloniale et la construction du mur de séparation.

Le GCC a confirmé son adhésion au plan de paix de la "Feuille de route" adoptées par les résolutions de l'initiative arabe de paix qui a été approuvé dans le sommet de Beyrouth, Mars 2003.

Le GCC a lancé un appel à la Communauté Internationale pour qu'ils fassent pression sur Israël afin de faire respecter l'accord de prohibition nucléaire et de laisser soumettre tous ses lieux nucléaires à une inspection internationale.

Le GCC a assuré que l'occupation israélienne devrait se retirer du Plateau de Golan et du sud de Liban jusqu'aux frontières de 1967

SOURCE : IPC+Wafa

2-12 Prisons & tortures

18-12

Un jeune homme, Ali Khalil du camp de Nour Chams a été condamné à 20 ans par le tribunal militaire israélien.

22-12

Cheikh Tayssir Al-Tamimi, chef des tribunaux islamiques dans les territoires palestiniens, a été brièvement interpellé mercredi par la police israélienne à Jérusalem-est, annexé et occupé par Israël depuis 1967, pour être entré dans la ville "sans autorisation préalable". Il a été libéré contre le paiement d'une caution d'environ 650 dollars

(Reuters) .

22-12

**# Un tribunal de Tel Aviv a condamné à trois ans de prison Tali Fahima**

Dans l'acte d'accusation, les procureurs précisent que Fahima a "aidé l'ennemi en temps de guerre" en traduisant pour des combattants [palestiniens](#) un document classé secret-défense expliquant les plans de Tsahal pour arrêter ou tuer des résistants.

Développement :

Tali Fahima est rester près de Zoubaidi (Zakaria al Zoubaidi, un des

responsable des Brigades des martyrs d'Al Aksa), pour éviter que l'armée israélienne ne le tue.

Acceptant un arrangement avec la justice lui permettant d'éviter la prison à vie, Tali Fahima avait plaidé coupable le mois dernier des accusations de contact avec un agent étranger, information au profit de l'ennemi et désobéissance aux ordres.

Fahima a été arrêté l'an dernier et détenue trois mois avant d'être jugée, une mesure exceptionnelle traditionnellement réservée aux Palestiniens

Ps : Ses amis ont dénoncé un jugement politique.

(Reuters)

---

### 3 Politique internationale des territoires occupés

#### 3-0 Usa (le parrain)

Elections législatives

Élections législatives du 25 janvier

15-12

Le porte-parole du département d'Etat américain Sean McCormack a déclaré jeudi que la politique des Etats-Unis sur le Hamas n'avait pas changé. "Il est une organisation terroriste, nous ne parlerons pas avec lui", a-t-il dit.

(XINHUANET)

17-12

(Reuters)

**#** Dans une motion, le Congrès des [Etats-Unis](#) a estimé pour sa part que "des organisations terroristes comme le Hamas ne devraient pas être autorisées à participer aux élections palestiniennes tant que ces organisations ne reconnaîtront pas le droit à l'existence d'Israël en tant qu'Etat juif (...) tant qu'elles ne condamneront pas le [terrorisme](#) et tant qu'elles ne seront pas désarmées de façon permanente et n'auront pas démantelé leur infrastructure terroriste".

ps : Les autorités israéliennes ont salué cette résolution qui, estiment-elles, accentue la pression sur Mahmoud Abbas afin qu'il interdise les candidats du Hamas.

16-12

**L#** a Chambre des représentants américaine " le Congrès" a adopté une résolution, indiquant que le Hamas ne doit pas être autorisé à participer aux élections palestiniennes.

La résolution, passée vendredi par un vote majoritaire, averti que la participation de Hamas dans le gouvernement palestinien "minerait potentiellement la capacité des Etats-Unis d'avoir une relation constructive avec ou de fournir plus aides à l'ANP".

La résolution, soutenue par le groupe d'incitation pro-Israélien AIPAC, a dit que la participation du Hamas, un mouvement d'assistance sociale et

de résistance, dans les élections législatives "soulèverait inévitablement des questions sérieuses pour les Etats-Unis au sujet de l'engagement de l'ANP au processus de paix avec Israël".

SOURCE : IPC+agences

17-12

Le porte-parole du département d'Etat américain, Marko Mac, a critiqué la participation des élections, argumentant qu'il avait des attitudes contradictoires être " une organisation terroriste ", mais vouloir participer malgré tout au processus politique.

" Notre position en ce qui concerne le mouvement de Hamas est resté la même. Nous le classifions comme une organisation terroriste. Nous n'avons pas des relations avec des membres du Hamas "

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12475](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12475)

Plainte à l'encontre du général Moshe Yaalon

16-12

# Le Centre pour les Droits Civils (Civil Rights Center, CRC), dont le siège est à New York (Etats-Unis) a déposé vendredi 16 décembre 2005 une plainte à l'encontre du général Moshe Yaalon, ancien chef d'état-major de l'armée israélienne pour sa responsabilité dans l'attaque israélienne sur le village sud-libanais de Kfar Kana, lors de l'opération "les raisins de la colère", menée du 11 au 27 avril 1996.

Une centaine de civils avaient alors été blessés.

rappel : La semaine dernière, une autre plainte contre l'ancien chef des services secrets intérieurs israéliens (le Shabak, ou "Shin Bet"), Avi Dichter, avait été déposée quand les Forces de Défense Israéliennes (IDF) ont largué une bombe d'une tonne sur Al-Daraj, un quartier résidentiel de la ville de Gaza faisant 15 morts dont 8 enfants et plus de 150 blessés.

3-7 Ue

18-12

(AP)

# Le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), Javier Solana, a averti à ...Tel Aviv ...

"Si le Hamas l'emporte, il sera "très difficile que l'aide et l'argent alloués (...) à l'Autorité palestinienne continuent à l'être".

Un gouvernement palestinien comportant un parti qui renonce à condamner la violence et à reconnaître le droit d'Israël à l'existence pourrait ne plus recevoir d'aide européenne" Si le Hamas l'emporte, a-t-il dit, il sera "très difficile que l'aide et l'argent alloués (...) à l'Autorité palestinienne continuent à l'être".

Les contribuables de l'Union européenne, les membres du Parlement de l'Union européenne ne seraient pas en position de soutenir ce type d'activités politiques",

"Tous les partis politiques ont le droit de participer aux élections, mais il y a un code de conduite que chacun doit accepter", a souligné Solana ajoutant qu'il paraît "très difficile" de jouer un rôle futur sans "condamner la violence". a ajouté. M. Solana.

NB : L'aide européenne doit atteindre 260 millions d'euros en 2006. après avoir versé plus de 340 millions de dollars à l'Autorité palestinienne en 2005.

AP

18-12

Le négociateur palestinien Saëb Erekat a qualifié les propos de Solana d'"inacceptables", déclarant : "C'est une intervention directe dans nos affaires intérieures (...). M. Solana et d'autres devraient respecter le choix du peuple palestinien."

22-12

Selon un haut responsable de la présidence du Conseil qui s'adressait à Véronique De Keyser, chef de l'équipe d'observateurs européens dépêchés en Israël pour superviser le déroulement des élections palestiniennes, prévues pour le 25 janvier 2006, les Arabes vivant dans les quartiers Est de Jérusalem ne seront pas autorisés à participer à ce scrutin en raison de la présence de membres du Hamas sur les listes des candidatures. D'après les accords d'Oslo, les résidents palestiniens de la capitale ont le droit de voter pour les institutions de l'Autorité palestinienne. Ils peuvent alors se rendre dans les bureaux de poste où sont placées des urnes, si les autorités israéliennes ont accordé au préalable leur autorisation.

Les Palestiniens considèrent la partie orientale de Jérusalem, où vivent 200 000 d'entre eux, comme la capitale de leur futur Etat.

#### 4 Territoire palestinien occupé :

5 juin 1967

en rose les territoires occupés il y a 38 ans

source:

<http://www.arabs48.com/display.x?cid=6&sid=7&id=28587>

4-2 Décompte : Pertes humaines

4-1 Détails par région

Palestine

Cisjordanie (occupée par Israël depuis 1967)

17-12

L'armée israélienne a renforcé son dispositif militaire et multiplié les contrôles et les barrages routiers dans la région de Hébron, a constaté samedi un journaliste

22-12

Dans d'autres opérations en Cisjordanie, les soldats israéliens ont arrêté au cours de la nuit 14 autres hommes recherchés.



AP

18-12

### Naplouse

Selon des témoins, les soldats israéliens ont interdit aux citoyens, âgés au moins de 30 ans d'entrer ou de sortir de la ville de Naplouse.

Les forces de l'occupation israélienne ont installé ce matin un barrage militaire mobile près du carrefour d'Al Jnady au rue principale reliant les villes de Naplouse et Tulkrém. Hébron.

Une force militaire israélienne soutenue par quatre chars militaires a envahi la ville d'Hébron et avait lancé une campagne de recherche dans les maisons de citoyens, en arrêtant Hani Al Khairi, 29 ans et Hassan Al Darabi, 27 ans.

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12472](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12472)

Jénine

### **Village d'Al Yamon à l'ouest de Jénine en Cisjordanie**

**20-12**

**Les forces d'occupation ont blessé 8 citoyens et ont arrêté 8 d'autres dans le village**

**Selon des sources locales, les forces soutenues par des chars et blindés militaires, ont ouvert le feu contre un groupe d'adolescents**

Jénine

**21-12**

Le résistant Zaïd Khalil Moussa, 28 ans, a été tué alors que des **soldats israéliens essayaient de l'arrêter, ont affirmé le Hamas et des témoins.**

Raed Abu Al Hassan , Ayssar Daroush, 15 ans, Khalid Omare, 18 ans, et un citoyen non identifié ont également été blessés.

Selon des sources locales, les forces israéliennes ont empêché les ambulances d'entrer dans la région encerclée et d'aider les blessés.

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12581](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12581)

**Un agent de la police israélienne des frontières a également été blessé.**

(Reuters - AP

Om Al Katf (près de Jenine).

17-12

## Fahmi Kabha, 43 ans a été père de dix enfants a été tué par les tirs des forces d'occupation et deux autres ont été blessés dans le village

Naplouse

20-12

Les forces d'occupation ont tiré sur 2 jeunes et blessant Ahmed Abou Hamdan, 22 ans à la jambe et Raid Al-Ratroot, 24 ans au ventre..

22-12

Opération militaire

L'armée coloniale a débarqué à bord d'une quinzaine de jeeps accompagnées de deux bulldozers.

Trois résistants, dont Bachar Hanani, qui tentaient d'arrêter la progression des FOI ont été tués.

(AFP)

22-12

En représailles à l'opération de Naplouse, tir d'une roquette sur une base militaire en israel : 5 soldats israéliens ont été blessés, a-t-on appris de source militaire.

Les résistants du Fatah, ont revendiqué le tir en direction d'Israël.

(AFP)

Ramallah

**village de Bil'in, près de Ramallah.**

**17-12**

**Des dizaines de palestiniens, israéliens et d'activistes de paix ont protesté contre le mur de Séparation et les colonies illégales, La manifestation pacifique s'est heurté de la violence militaire israélienne : huit personnes ont été blessés et quatre arrêtés ...**

Toulkarem

17-12

Des soldats de l'armée israélienne ont blessé Zuhair Fuqaa, du Jihad Islamique, qui travaillait également avec la sécurité palestinienne, selon des sources officielles sécuritaires palestiniennes et israéliennes..

**ville d'Anbta à l'est de Tulkarém**

**17-12**

Mahmoud Shawawra, 44ans, a succombé aux blessures qu'il avait reçues il y a quelques jours.

Le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité générale a déclaré que Mahmoud Shawawra, avait été tabassé par les soldats israéliens alors qu'il travaillait sur son champ, près de la colonie d'Abou Ghounaim.

**Kfer Al Lubad, à l'est de Tulkrém.**

**18-12**

**Les forces de l'occupation israélienne, soutenues par des chars**



## **militaires ont envahi la ville de Tulkrém Zuhayr Fiqha, 25 ans a été blessé et ensuite arrêté par l'armée israélienne**

**Autres territoire palestinien en Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967**

**village de Taqo'a, (sud-est de la ville de Bethléem )**

**20-12**

**Motliq Al-Imoor 19 ans, a été blessé à la tête par les tirs des forces d'occupation, il a été transporté à l'hôpital de Beit Jalla ..**

**Colonie illégale de Beït Haggai,(région de Hébron)**

**16-12**

**Un colon a été tué par des tirs palestiniens et 2 autres colons ont été légèrement blessés**

**(Reuters)**

---

Bande de Gaza

18-12

Israël a opéré plusieurs raids aériens sur la bande de Gaza dans la nuit de samedi à dimanche. L'armée a pris pour cibles des sites utilisés par des activistes pour tirer des roquettes sur Israël et des routes servant au transport de missiles artisanaux.

Ces huit raids ont blessé au moins deux Palestiniens, dont un policier et un bébé touché au visage par des débris, ont rapporté les services médicaux.

Des ponts du nord de la bande de Gaza ont aussi été pris pour cibles, coupant des routes utilisées par des milliers de personnes.

(ats - 05:15)

19-12

Des avions israéliens ont lancé de nouveaux raids aériens sur la bande de Gaza, dans la nuit de dimanche à lundi

Dans le nord de la bande de Gaza, 4 voies d'accès aux sites d'où sont tirées les roquettes ont été prises pour cibles par les forces aériennes israélienne, a dit un porte-parole de l'armée.

(Reuters)

19-12

**Le Dr. Moawiya Hassanen chef de l'Unité d'Emergence du ministère de la Santé palestinienne, a rapporté dimanche que quatre résidents, qui souffraient des maladies chroniques, sont décédés par suite de crise cardiaques provoquées par des bombardements de l'armée israélienne sur la bande de Gaza**

[Ville de Gaza.](#)

18-12

Tirs de roquettes israéliennes tirés par les avions israéliens vers l'est de la ville de Gaza, Wail Al Kahwaji, âgé de 23 ans a été blessé

Dr. Mo'awiya Hassanien, a déclaré que Wail a été blessé à la jambe, ajoutant que l'armée israélienne avait empêché les ambulances d'arriver pour assister le blessé.

Khan Younés(sud de la bande de Gaza)

17-12

Khaled Abou Sitta, 25 ans, membre des Brigades d'Abou el-Reesh, a été tué lors qu'un missile a frappé la voiture alors qu'il se dirigeait vers Khan Younes rapportent témoins et représentants de la sécurité palestinienne,

(ats - 05:15 & lpc)

### Beit Hanoun

18-12

Un membre de la police palestinienne a été blessé par des tirs de roquettes israéliennes tirés par les avions israéliens vers la ville

22-12,

**Des médecins ont précisé que Ibrahim Al-Na'na' 21ans, a été tué tandis qu'un autre jeune avait été blessé par des missiles israéliens ajoutant que près de 25 missiles ont été tirés**

### Beit Lahiya,

19-12

**Les avions israéliens ont lancé des raids aériens à l'aube, un docteur et une infirmière ont été blessés...**

**Des sources médicales ont déclaré que huit roquettes avaient été tirées par l'artillerie israélienne contre le nord de la bande de Gaza**

Reuters

### Frontière entre la bande de Gaza et Israël ...

18-12

**L'armée israélienne a affirmé qu'elles avaient tiré sur deux jeunes hommes, qui essayaient de traverser la frontière entre la bande de Gaza et Israël ...**

**Saïd Romaylat, 20 ans de la région d'Al Twamem, a été grièvement blessé et Lokman Abou Zakarya, 34 ans, du camp d'Al Nuseyrat a été tué.**

**Le Dr. Mo'awiya Hassanien, le directeur général d'Emergence et d'Ambulance du ministère de la Santé, a annoncé que les soldats israéliens avaient empêché les ambulances d'arriver pour assister les victimes**

22-12

**Selon des sources médicales, Ibrahim al-Naanaa, 21 ans, a été tué par l'explosion d'un obus d'un canon automoteur tiré du côté israélien de la frontière.**

(AFP)

---

4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000 )

**2-1 Palestine :**

Civils & résistants tués	: 4.244
	dont : 681 de moins de 21 ans
Palestiniens blessés par les forces israéliennes et les colons	: 45.990
Internationaux blessés	: 148 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 40.756
En prison :	: 9.200
Pacifistes en prison ou arrêtés	: + 89
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.265

**2-2 Occupants:**

Israéliens tués	: 1.077
	( 332 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 5.9341
	( 1236 militaires/policiers)

*Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)*

20-12

**Le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa du 29 août 2000 au 30 Novembre 2005, est de 4.214 tués, (en plus des 82 personnes qui n'avaient pas été enregistrés à cause des procédures israéliennes)**

**le nombre des blessé aest de 45.891 blessés ...**

**[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12557](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12557)**

**7 Dossier**

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

**7-1 Pierre-yves Salingue : Colonisation, résistance et démocratie.**

20/12/05

Les deux principales puissances impérialistes mondiales viennent d'adresser un avertissement sans frais à la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza. Il y a quelques jours, la Chambre des représentants des USA d'une part et Javier Solana parlant au nom de l'Union Européenne d'autre part, ont clairement annoncé que le soutien financier apporté à l'Autorité palestinienne serait remis en cause en cas de victoire électorale et/ou de participation à « cette administration » d'organisations qui ne condamnent pas la violence ou qui ne reconnaissent pas l'Etat d'Israël. Le message adressé aux Palestiniens est sans ambiguïté :

l'Impérialisme ne tolérera pas que les Palestiniens choisissent une représentation politique qui n'accepterait pas la soumission et qui refuserait de liquider leurs aspirations nationales en échange de quelques miettes politiques et de nombreuses prébendes individuelles.

Le contraste est frappant entre l'enthousiasme manifesté par ces mêmes gendarmes de l'ordre impérialiste mondial, protecteurs de l'état sioniste, lors de l'élection de Abu Mazen il y a moins d'un an et la réaction brutale au lendemain des résultats des élections municipales palestiniennes. Quand l'élection à la Présidence de l'Autorité de « l'architecte » des accords d'Oslo était présentée comme un signe de la grande maturité politique des électeurs palestiniens, ce qui permettait de leur décerner un brevet d'aptitude à la démocratie, le vote massif en faveur des organisations qui ont refusé d'abdiquer et de renoncer aux revendications nationales est cette fois présenté comme un événement politique qui met en danger les efforts de la communauté internationale « en faveur de la population palestinienne dans le besoin. » On retrouve dans la morgue impérialiste de Solana les intonations traditionnelles des propriétaires à l'égard des exploités : les puissants veulent bien être généreux et aider les pauvres et les opprimés à supporter leur misère mais il n'est pas question que ces gueux s'avisent de prendre la parole, prétendant confier la défense

de leurs intérêts à des gens qui ne sont pas conformes aux normes politiques et idéologiques fixées par les représentants de la « démocratie impérialiste », ce modèle universel dont devraient s'emparer les peuples reconnaissants.

Or, lors de ces dernières élections, la population de Cisjordanie a infligé une raclée aux candidats du Fatah, parti qui a totalement lié son sort à l'Autorité palestinienne. A Naplouse, à Jénine et à al Bireh le Hamas a taillé des croupières à l'ex tout puissant Fatah, le mouvement créé par Arafat et qui, après avoir dominé l'OLP s'est octroyé la quasi totalité des postes et des responsabilités dans l'administration de l'Autorité palestinienne. Des manœuvres de l'Autorité ont empêché la tenue des élections à Hébron, mais nul doute que dans cette ville le Hamas est en mesure de remporter une victoire équivalente à celle de Naplouse (13 sièges sur 15) Dès lors, sachant la force du Hamas à Gaza, le doute n'est plus possible : Il existe une très forte probabilité d'un effondrement des candidats liés aux partis participant à l'Autorité Palestinienne lors des élections du Conseil législatif prévues fin janvier. Ceux qui ont été jugés acceptables par le gouvernement US et les Européens ne semblent plus en mesure de faire face aux obligations qu'ils ont contractées en échange du soutien apporté par les généreux sponsors du « processus de paix ».

Quand l'Impérialisme s'impatiente et menace.

Sommé de mettre en œuvre les demandes israéliennes et américaines de réprimer toute volonté de résistance, Mazen tergiverse depuis des mois. Quant à ceux qui, comme Dahlan et Rajoub, n'auraient aucun état d'âme à réprimer à grande échelle, il n'est pas certain qu'ils en aient les moyens. Le résultat des élections a accéléré la crise interne du Fatah et le problème posé par le succès du Hamas est d'autant plus aiguë que les solutions de rechange encouragées par l'Impérialisme ne sont pas prêtes. La liste présentée par Hanan Ashrawi et emmenée par Salem Fayad aurait les faveurs des supporters de la globalisation capitaliste au MO : une tête de liste ancien haut-responsable à la Banque Mondiale, voilà qui présente quand même mieux que le dirigeant emprisonné d'une organisation jugée terroriste par les généreux bienfaiteurs de la Palestine !

Mais, et c'est « un détail » d'importance, si ceux-là peuvent représenter une solution de rechange au Fatah en voie de désintégration pour une partie de la bourgeoisie palestinienne favorable à Oslo ( la liste a des allures de conseil national du patronat palestinien), ils/elles n'ont aucune influence au sein de la population et encore moins chez les réfugiés La coalition du PPP, de FIDA et du FDPLP ne pèse apparemment pas grand chose. Quant au Front populaire (FPLP), qui semble être le seul en mesure d'incarner encore les ambitions modestes d'une gauche palestinienne aujourd'hui fort éloignée des espoirs ouverts par la première Intifada, il est lui aussi considéré par les Américains et les Européens comme « une organisation terroriste » et il n'hésite d'ailleurs pas à s'allier au Hamas, comme à Bethlehem où la coalition des deux organisations a défilé le propriétaire Fatah des lieux. Echaudés par l'expérience Abu Mazen dans lequel ils fondaient de grands espoirs de normaliser la vie politique palestinienne, les responsables impérialistes n'ont probablement pas trop d'illusions sur la portée de leurs menaces à court terme.

L'étranglement économique et financier est évidemment une arme redoutable pour tenter de soumettre les peuples et l'exemple de la politique de l'USAID, imposant aux ONG palestiniennes qui sollicitent des financements la signature d'un engagement à ne mener aucune action en faveur de personnes « liées aux actions terroristes », montre qu'on ne saurait sous-estimer ses effets destructeurs à long terme.

La totalité des salaires des employés de l'Autorité est assurée par les financements européens et les conditions d'existence de centaines de milliers de Palestiniens des territoires dépendent directement de cette source de revenu. On imagine donc facilement comment cette relation de dépendance encadre la liberté de choix et la volonté démocratique des principaux concernés par la menace d'une suspension des versements ! Mais, à court terme, l'efficacité du chantage n'est pas acquise et dans ces conditions, malgré la répression des forces sionistes qui ont emprisonné ces dernières semaines des centaines de militants et candidats des organisations palestiniennes opposées à la capitulation, le résultat des élections au Conseil législatif risque fort de ne pas être conforme aux exigences impérialistes et cette perspective suscite l'inquiétude et explique la brutalité des propos tenus à l'encontre de ces maudits Palestiniens qui s'obstinent.

Pour les faire céder, une première solution serait de réunir les conditions permettant à l'Autorité de justifier un report des élections, donnant ainsi du temps pour que la menace produise ses effets. Une autre option possible est d'intensifier la pression pour contraindre le Hamas à se retirer de lui-même de la compétition électorale.

On verra alors si les protestations des représentants de l'Autorité contre « l'insupportable ingérence des pays financeurs » vont jusqu'à un boycott des élections, en solidarité avec les exclus. Pour le moment seul le FPLP a annoncé cette décision en cas d'exclusion du Hamas.

Mais, avec ou sans élections bidon, ceci ne sera pas suffisant et d'autres moyens seront alors employés. Ce qui se prépare est une répression ouverte et brutale de toute la résistance palestinienne, car c'est l'esprit même de résistance qu'ils veulent anéantir, avec la complicité de leurs comparses, la fraction des Karzaï de l'Autorité Palestinienne qui, s'ils trompent de moins en moins de Palestiniens, tentent de profiter jusqu'au bout de la légitimité que leur a conférée l'Impérialisme avec les accords d'Oslo.

Le mouvement de solidarité à l'heure des choix.

Dans ces circonstances il ne suffira pas que le mouvement de solidarité défende un « droit de choisir » pour le moins très abstrait.

Il faudra se déterminer sur la légitimité d'élections dont seraient écartées les forces qui refusent de se soumettre. Il faudra soutenir ceux qui ont fait le choix de la résistance, qui refusent d'abdiquer leurs droits légitimes et qui, de ce fait, cherchent à promouvoir une autre représentation politique que celle qui les a amenés à la catastrophe actuelle.

Chaque jour qui passe ébranle un peu plus la fiction d'une Autorité qui serait la continuité d'une direction historique légitime défendant les intérêts du Peuple palestinien. Il est désormais de plus en plus inacceptable de cacher qu'une majorité de Palestiniens rejette la clique de collaborateurs obstinés à faire durer éternellement des négociations fictives au bénéfice de leurs intérêts personnels et de ceux de l'état sioniste. L'heure est venue de comprendre que les Palestiniens restent très majoritairement fidèles à leurs exigences de libération nationale. La colonisation sioniste contraint chaque jour un peu plus les Palestiniens à choisir entre la capitulation et la lutte de résistance.

La faillite d'une grande partie de ceux qui prétendaient mener le combat de libération ne leur laisse que peu d'options aujourd'hui et cette situation durera tant que de nouveaux instruments de lutte n'auront pas été reconstruits.

Voilà pourquoi ils préfèrent voter pour des organisations qui, si elles sont apparemment populaires au sein d'une population qui est pourtant aux premières loges pour recevoir les coups destinés à punir sa résistance, n'ont pas bonne presse ici, y compris dans le mouvement de solidarité. On parle ici du Hamas bien sur, cette organisation de la résistance islamique à l'occupation sioniste de la Palestine qui a pour l'essentiel refusé la capitulation d'Oslo et dont les militants ne se sont pas précipités pour empocher « les dividendes de la paix ».

Car il n'est pas si difficile de comprendre pourquoi le Hamas a pu apparaître comme « le seul défenseur de la population palestinienne »[1] avec ses quelques centaines de militants armés quand l'Autorité possédait des forces de dizaines de milliers de policiers armés avec l'accord d'Israël.

De même peut-on comprendre comment il a pu « assurer des services à la population par l'intermédiaire des ses écoles et de ses cliniques »[2] Pour comprendre il suffit de rappeler les engagements pris par Arafat et Mazen dans les accords intérimaires signés avec les gouvernements sionistes: ils s'y engageaient à ne pas riposter aux agressions de l'armée israélienne et à protéger les colonies. Et il suffit de reconnaître que la corruption a détourné des dizaines de millions de dollars au détriment de la satisfaction des besoins sociaux de la population.

Evidemment on ne peut pas dire ces choses sans rompre avec le suivisme à l'égard d'une direction dont la faillite éclate aujourd'hui au grand jour et que de plus en plus de Palestiniens veulent écarter des responsabilités.

La plus grande « ingérence » de l'Impérialisme dans les affaires palestiniennes s'est produite en septembre 1993, quand furent signés les accords d'Oslo par une direction palestinienne qui a emmené le Peuple palestinien dans l'impasse tragique dont il tente désespérément de sortir. Condamner les pressions actuelles des dirigeants impérialistes sans soutenir l'exigence populaire palestinienne de rupture avec cette politique, c'est rester soumis à la logique de destruction du Peuple palestinien et de ses revendications fondamentales.

Le choix de la résistance et le refus du fait accompli de l'Etat sioniste sont les pré conditions de toute démocratie dans une Palestine libérée de la colonisation sioniste et de la domination impérialiste qui veut soumettre la totalité des peuples de la région. Les prochaines semaines exigeront que chacun décide du camp qu'il choisit de soutenir.

[1] voir Claude Léostic sur le site de l'AFPS [2] idem

---

## 7-2 Point de vue de [Akiva Eldar](#) : A vieux problemes, equation nouvelle

A l'approche des élections en Israël comme dans les Territoires, des deux côtés des bouleversements surviennent qui remettent en question tant les concepts que la carte politiques. Les partis au pouvoir, le Likoud et le Fata'h, paient au prix fort leurs difficultés à adapter leur idéologie aux changements d'état d'esprit dans la société israélienne et la rue palestinienne.

Le catalyseur premier de ces changements est le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, et la décision qu'il a prise de se retirer unilatéralement de la bande de Gaza et de supprimer quatre implantations du Nord de la Cisjordanie. Qu'il ait réussi à déplacer

7 000 colons et à libérer Israël de la responsabilité de plus d'un million et demi de Palestiniens a changé les priorités des partis au pouvoir en Israël et dans les Territoires. Ce pas décisif jette le doute sur la politique classique du Likoud, et a mené au schisme entre idéologues purs et durs et réalistes ou opportunistes.

En Palestine, c'est l'inverse qui s'est produit : cette démarche unilatérale a coupé l'herbe sous les pieds des pragmatiques, les partisans d'Oslo qui prônent une approche politique, et les a rendus obsolètes. Cela a joué en faveur à la fois du Hamas, qui s'oppose au compromis politique avec Israël, et des jeunes du Fata'h < qui savent exploiter l'impuissance de leurs aînés

à persuader leurs « partenaires » israéliens de leur accorder des concessions, même maigres, comme la circulation de convois entre Gaza et la Cisjordanie, la suppression de check-points et la libération de prisonniers.

La scission au sein du Likoud et le passage en masse au nouveau parti, Kadimah, sont susceptibles de mettre un terme au règne du Likoud et de pousser l'autre parti traditionnel de gouvernement, les Travailleurs, à la seconde place. Quoi qu'en disent la plupart des analystes israéliens, et en dépit des incertitudes récentes concernant la santé de Sharon, le programme proposé par Kadimah conservera la faveur publique ;

le parti ne disparaîtra pas quand Sharon quittera l'arène politique. Kadimah pourrait perdre un peu de son soutien dans l'opinion, mais sa stratégie l'a déjà inscrit au centre du débat en Israël. Des électeurs de gauche voteront pour Kadimah parce qu'ils ne croient pas que le Likoud veuille sortir des Territoires < ni que les Travaillistes le puissent.

Le Likoud symbolise la stagnation du processus de paix, alors que les Travaillistes promettent de le faire renaître. Les sondages nous disent qu'une grande majorité des Israéliens soutiennent la reprise des négociations mais ne croient pas en l'existence d'un partenaire palestinien.

Kadimah propose de se séparer de la majeure partie des Palestiniens sans attendre l'émergence d'un partenaire avec lequel négocier. Les doutes qui subsistaient quant à l'absence de partenaire palestinien ont disparu avec la scission au sein du Fata'h et le succès massif du H'amas lors des élections à l'échelon local. Dans les Territoires comme en Israël, le public ne supporte plus l'establishment politique du fait de l'image que renvoient ses dirigeants : des politiciens corrompus et assoiffés de pouvoir. Des années durant, les leaders de Kadimah, à commencer par Sharon, ont fait partie intégrante de cette même bande. Mais ils ont su se débarrasser de cette image négative et

la coller, au contraire, sur le comité central du Likoud. Leur apparente détermination à démanteler la plupart des implantations et à isoler les Palestiniens derrière une barrière a consolidé leur nouvelle image.

Outre le facteur idéologique et le mode d'organisation, l'élément humain intervient des deux côtés. La détermination de Sharon à mener le redéploiement à bien a fait de lui la personnalité israélienne la plus populaire en Israël depuis David Ben-Gourion. On le voit comme seul capable de mettre en oeuvre des avancées politiques majeures tout en sauvegardant le consensus national et un soutien international enthousiaste. Ni Benyamin Natanyahou ni Amir Peretz n'ont à proposer comme Sharon une combinaison de charisme, d'expérience et de relations serrées avec le président américain, le tout emballé dans un parti tout frais tout nouveau où l'on trouve en vrac droite, gauche et centre, un défenseur de la laïcité aux côtés d'un ultra-orthodoxe militant, des dirigeants syndicalistes avec des capitaines d'industrie.

Le leadership traditionnel du Fata'h souffre de l'absence d'un chef tel que Sharon, capable de chausser les souliers de Yasser Arafat. Terne et dénué de charisme, Abu Mazen (le président Mah'moud Abbas) n'a pas su remplir le vide. Sharon et le président Bush n'essaient pas de l'aider, et le H'amas ne manque aucune occasion de l'épingler et de marquer des points.

Quoi qu'il en soit, au bout du compte les forces politiques en Israël et dans les Territoires s'alignent, et l'évolution de la carte politique des deux côtés ne paraît rien annoncer de bon pour les électeurs.

(Trad. Tal pour La Paix Maintenant )

---

### 7-3 Dossier [M.Lemaire](#) : Résolution Us : le Hamas ne peut pas être autorisé à participer aux élections

17-12

M. Siam dirigeant du Hamas dans la bande de Gaza, a accusé Israël d'avoir mal informé les Etats-Unis et de décrire le peuple palestinien et le Hamas comme des terroristes.

M. Siam : "Nous sommes prêts à rencontrer l'ensemble du monde, sauf l'occupation (Israël)", a affirmé Saïed Siam, et d'ajouter qu'il avait déjà rencontré plusieurs responsables européens et américains.

"Notre mouvement devient plus fort et plus ouvert et nous devrions prendre davantage de responsabilités pour expliquer clairement le problème palestinien", a noté M. Siam

"Quand nous seront en position d'entrée dans le Conseil législatif palestinien, cela ouvrira définitivement davantage d'horizons", a ajouté M. Siam..

(XINHUANET

18-12

Le Mouvement de résistance Hamas a condamné l'objection américaine à sa participation aux prochaines élections palestiniennes.

Dans une déclaration à la presse, le Hamas a déclaré que les Américains n'avaient pas le droit à intervenir dans les affaires intérieures palestiniennes.

Saïd Seyam, un haut responsable du mouvement, a déclaré : "Ni les Etats Unis ni une tierce partie n'ont le droit d'intervenir dans ce processus démocratique".

Le Mouvement a insisté que les Américains n'avaient pas le droit à intervenir dans les affaires intérieures palestiniennes.

Le porte parole du FPLP (Front Populaire de libération de la Palestine) a menacé de se retirer et de boycotter les élections législatives palestiniennes si le mouvement Hamas est interdit d'y participer, en fonction des pressions sionistes, américaines et européennes.

Dr Maher Taher, membre du bureau politique du Front et responsable de sa direction à

l'extérieur de la Palestine, a déclaré que l'intervention européenne et américaine ainsi que celle de l'Etat d'Israël dans les élections est inacceptable, car il s'agit qu'une question interne palestinienne, affirmant que "toute intervention est considérée comme un acte insolent et une annulation des élections".

Taher a ajouté que "toute tentative d'empêcher le mouvement Hamas de participer signifie que le FPLP n'y participera pas, car la pratique de la démocratie est un droit pour tout le peuple palestinien et pour ses forces nationales et islamiques".

Le Dr Maher Taher, a considéré que les déclarations de Javier Solana, le responsable de la politique étrangère de l'Union européenne ainsi que les menaces du congrès américain au sujet du financement de l'Autorité palestinienne, au cas où Hamas participerait aux élections, "expriment un haut degré d'hypocrisie et de mensonge concernant la démocratie et les droits de l'homme qu'ils ne cessent de chanter".

assawra@yahoogroupes.fr [assawra@yahoogroupes.fr](mailto:assawra@yahoogroupes.fr) & XINHUANET)

18-12

Le FPLP a déclaré, par le biais du membre du bureau politique, Jamil Majdalawi, qu'il mettait en garde contre le report des élections législatives, prévues pour le 25 janvier prochain, sous prétexte de la crise traversée par le mouvement du Fateh.

Il a déclaré que "la situation était encore meilleure il y a six mois, et la situation aujourd'hui sera meilleure que demain. Ouvrir la porte au report des élections augmentera la pression interne. Et nous mettons en garde contre une telle orientation.

Lors de la célébration du 38ème anniversaire du Front, Majdalawi a déclaré, au sujet de la crise interne du Fateh qu'il regrettait la situation dans laquelle le mouvement se débat, et que le Front ferait son possible pour que Fateh dépasse cette crise, tout en conservant son unité, et garde son rôle essentiel dans le combat pour la liberté, l'indépendance et le retour.

assawra@yahoogroupes.fr [assawra@yahoogroupes.fr](mailto:assawra@yahoogroupes.fr)

18-12

Le mouvement national des prisonniers condamne les interventions américaine et européenne dans les élections législatives prochaines

Le mouvement national des prisonniers, composé de toutes les formations, a condamné les interventions américaines dans les affaires internes palestiniennes, telles que formulées par le porte-parole du département américain, menaçant de couper l'aide à l'autorité palestinienne si celle-ci autorisait la participation du mouvement Hamas aux élections législatives.

Les prisonniers ont déclaré, dans un communiqué du 19 décembre que la position américaine est une agression contre le droit du peuple palestinien à choisir sa direction et ses représentants en toute liberté, et traduit une insulte aux valeurs de liberté, de la démocratie et de la diversité.

18-12

Le communiqué a également dénoncé l'attitude européenne représentée par les déclarations du coordinateur de la politique étrangère de l'Union européenne, Javier Solana, qui a évoqué l'arrêt des aides à l'autorité palestinienne au cas où le mouvement Hamas serait vainqueur dans les prochaines élections législatives, considérant que l'attitude européenne s'est alignée sur la position américaine.

Le mouvement des prisonniers a affirmé que l'attitude de Solana ne traduit pas l'attitude des peuples européens, qui soutiennent la cause palestinienne, en tant que cause juste et qui refusent l'arrogance sioniste soutenue par les Etats-Unis. Le communiqué a demandé à l'Union européenne de revenir sur sa position, et a appelé les peuples européens à agir activement pour sortir l'Europe de la dépendance américaine.

assawra@yahoogroupes.fr [assawra@yahoogroupes.fr](mailto:assawra@yahoogroupes.fr)

#### 7-4 Point de vue de Salwa Alenat : comment les colons de la vallée du Jourdain exploitent les travailleurs palestiniens

Des centaines de travailleurs palestiniens sont durement exploités par leurs employeurs, les colons israéliens, dans la vallée du Jourdain. C'est ce qui ressort des entretiens que nous avons eus ces dernières semaines avec un grand nombre de travailleurs palestiniens. La zone agricole de la vallée du Jourdain comprend une vingtaine de colonies, chacune cultivant ses propres plantations. Les conditions de travail varient de l'une à l'autre et les employeurs ne respectent pas les lois du travail en usage dans l'Etat d'Israël et ignorent tout aussi parfaitement les lois palestiniennes du travail. On notera que pour pouvoir travailler dans une colonie, les travailleurs palestiniens sont tenus de posséder un permis d'entrée délivré par l'administration. Si bien que, si elle le voulait, l'administration pourrait aisément inspecter leurs conditions de travail ou leur niveau de salaire. Il n'y a, répétons-le, nulle application des lois du travail et, en réalité, ni droit ni juge.

Le salaire quotidien est beaucoup plus bas que le salaire minimum (légal) israélien et tourne autour de 50 à 60 shekels [9,20 à 11,00 €] par journée de 8 heures de travail, dans toutes les colonies. Si on travaille une heure supplémentaire, on reçoit 10 shekels [1,84 €] en plus. Personne ne reçoit de feuille de paie. Les employeurs, contre les arrêts des tribunaux israéliens du travail concernant les travailleurs palestiniens dans les colonies, considèrent que les travailleurs palestiniens n'ont pas de droits tels qu'indemnités, jours de congé ou de maladie etc.

Les travailleurs palestiniens sont en général employés à la culture du raisin, des dattes et des rosiers. Un petit nombre est employé à la culture des légumes. Une partie non négligeable de cette production est destinée à l'exportation. Et le client d'un supermarché de Grande-Bretagne ou de Belgique qui achète un produit agricole « israélien » n'est pas conscient de l'exploitation scandaleuse des travailleurs palestiniens et il n'est pas non plus conscient qu'il ne s'agit pas d'une production agricole israélienne mais de produits agricoles provenant de territoires sous occupation. Le raisin est commercialisé dans les pays occidentaux via les sociétés « Arava » et « Agresco ». Les roses *Rimonis* et *Carcuma* sont essentiellement commercialisées aux Pays-Bas.

Un des travailleurs palestiniens avec lesquels nous avons discuté a dit être employé dans l'agriculture depuis 15 ans dans la même localité. Selon ses dires, son salaire n'a pas changé avec les années : 50 shekels par jour ; il travaille de 6h du matin à 14h et il est l'un des six travailleurs permanents que le propriétaire de l'entreprise emploie tous les jours de l'année. D'autres sont employés selon les « saisons » ou pour un temps limité. Les travailleurs palestiniens s'occupent aussi des pulvérisations et des traitements, sans vêtements adaptés ni masques. Un travailleur qui a demandé un masque à son employeur a essuyé un refus. Un des travailleurs a rapporté avoir été congédié après avoir été blessé à l'œil pendant son travail. Autrement dit, la région occupée de la vallée du Jourdain est une zone d'exploitation des travailleurs, comparable à la zone qui avait été établie dans les territoires de Gaza avant le retrait israélien.

*Salwa Alenat milite au sein de l'association de défense des droits des travailleurs « Kav La'Oved » [cf. [www.kavlaoved.org.il](http://www.kavlaoved.org.il), hébreu et anglais]*

Salwa Alenat

HaGada HaSmolit, 11 décembre 2005

*(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)*

[www.hagada.org.il/hagada/html/modules.php?name=News&file=article&sid=4144](http://www.hagada.org.il/hagada/html/modules.php?name=News&file=article&sid=4144)

---

[# 7-5 "Le monde" rapporte : Israël envisage d'établir une "zone de sécurité" dans la bande de Gaza](#)



L'armée israélienne envisage d'établir une "zone de sécurité" située dans le nord de la bande de Gaza pour éloigner les tireurs de roquettes palestiniens, rapporte vendredi la télévision publique israélienne.

L'armée pourrait déclarer "no man's land" le secteur situé près de la frontière, avertissant la population palestinienne qu'elle tirerait sur quiconque qui s'y trouverait, sans cependant réoccuper le terrain, selon cette source.

Cette "bande de sécurité" s'étendrait notamment sur les sites des ruines des colonies israéliennes détruites en août-septembre par l'armée dans le nord de la bande de Gaza.

Le vice-ministre de la Défense, Zeev Boïm, s'est prononcé pour cette option, dans une interview à la radio militaire israélienne, en cas de poursuite des tirs de roquettes contre Israël.

"Nous devons dire aux résidants de Beit Hanoun, Beit Lahia et des faubourgs de Jabalaya: vous avez douze heures pour évacuer certains secteurs avant qu'ils soient bombardés par notre artillerie" a-t-il déclaré vendredi.

Fin septembre, le chef des opérations de l'état-major israélien, le général Israël Ziv, avait mis en garde les Palestiniens contre la poursuite de tirs de roquettes artisanales, en indiquant que ce secteur pourrait être transformé en "zone démilitarisée".

"Si des roquettes Qassam continuent d'être tirées contre notre territoire à partir de Beit Hanoun, les forces israéliennes transformeront cette ville en zone démilitarisée", avait assuré le général Ziv.

Israël a menacé jeudi les Palestiniens d'une riposte beaucoup plus dure aux tirs de roquettes à partir de la bande de Gaza alors que son armée tuait trois activistes en Cisjordanie.

"Israël ripostera sévèrement à la poursuite des tirs de roquettes Qassam, au besoin par une offensive militaire terrestre" dans la bande de Gaza, a affirmé le ministre des Finances Ehud Olmert.

Il a tenu ces propos après que trois nouvelles roquettes artisanales se furent abattues en soirée sans faire blessé dans le désert du Néguev (sud d'Israël).

Plus tôt, à la suite du tir de deux roquettes sur Israël dans la matinée, un porte-parole du gouvernement israélien, Avi Pazner, avait affirmé: "Nous allons prendre des mesures beaucoup plus fermes que dans le passé pour faire cesser" ces tirs.

"

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-26311025@7-37,0.html>

---

## 7-6 Point de vue de Kol Shalom : Le Likoud dirigé par et pour les extrémistes

*Le Likoud est notre maison, le Likoud est dans nos cœurs.* Depuis trente ans, ces slogans sont scandés par des militants et des électeurs de ce parti politique. Yossi Sarid, député du Meretz-Yachad et ancien ministre des gouvernements Rabin et Barak, connaît bien ces slogans. A de nombreuses occasions, des maires *likoudniks* de localités défavorisées l'interpellaient pour lui faire remarquer que la politique économique et sociale des coalitions travailliste/Meretz est conforme aux intérêts de leurs administrés et de leurs enfants mais, à leur grand regret, ils ne peuvent pas voter pour lui et ses camarades parce qu'ils ont le Likoud dans le sang.

Toutefois, lorsque la maison est en ruine ou en état de putréfaction, ses résidants la quittent pour s'abriter dans celle qui les protégera des intempéries. Il est plus que probable que ce moment soit enfin arrivé. Le départ d'Ariel Sharon et des éléments les plus modérés ainsi que l'élection de Benjamin Netanyahou à la tête du Likoud ont transformé ce parti de droite à

vocation gouvernementale en une petite formation d'extrême droite, très proche d'Union nationale, d'Israël Beteinou et du Mafdal, en fait tous les partis qui se sont virulemment opposés au désengagement de Gaza et du Nord de la Cisjordanie. A force de pratiquer l'entrisme au Likoud, les responsables du mouvement colon ont réduit ce parti de masse à un rôle de défenseur exclusif de leurs intérêts contre l'ensemble de la population israélienne. Le programme politique de Netanyahou en ce qui concerne le conflit se résume en fait au rejet du moindre retrait de Cisjordanie, de tout compromis territorial et de la moindre discussion sur la création d'un Etat palestinien. En adoptant ce programme, le Likoud se place volontairement aux marges de l'échiquier politique israélien. La majorité des Israéliens condamne cette politique dans la mesure où elle se montre favorable au compromis impliquant la fin de l'occupation, le démantèlement d'un nombre considérable d'implantations et la création d'un Etat palestinien.

Economiquement et socialement, Netanyahou ne sera plus gêné par les modérés les plus récalcitrants pour imposer franchement les mesures les plus anti-sociales au programme de son parti. Les restrictions les plus drastiques seront envisagées pour les villes de développement et les catégories les plus fragiles d'Israël alors que les mannes financières, sous forme de subventions et d'allocations diverses, tomberont dans les implantations de Cisjordanie - qu'il faudra tôt ou tard abandonner. Dans cette perspective, l'air devient de moins en moins respirable pour l'électorat populaire du Likoud, qu'il soit sépharade ou issu d'une autre catégorie. D'autres maisons, plus chaleureuses et plus généreuses, existent pour tous ces gens. Il y en a même une qui est enfin dirigée par un des leurs.

L'équipe de Kol Shalom

[La voix de la paix](#)

---

## 8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Silvia Cattori :

A propos des menaces des USA et de l'Europe

From:

"sc" <silviacattori@yahoo.it>

Date:

Wed, 21 Dec 2005 11:53:25 +0100

*Cher amis, la situation est Palestine est terrifiante. Les Etats-Unis, l'Europe, l'Autorité palestinienne, sont en train de tout faire pour empêcher la volonté du peuple palestinien de s'imposer.*

Une Autorité qui collabore avec l'occupant, qui s'est complètement coupée des aspirations de son peuple, et participe avec les forces d'occupation pour faire arrêter les militants du Hamas et du Jihad. Tout cela est inadmissible.

Je vous prie de nous aider à dire la vérité, car les associations qui disent soutenir la Palestine, ne soutiennent pas le peuple : elles collaborent elles aussi avec cette Autorité palestinienne et ses représentants. Une Autorité qui aide les forces d'occupation à liquider les militants du Hamas, des hommes et des femmes qui se sacrifient et sont ce qu'il y a de plus noble en Palestine. Ce ne sont pas les corrompus qu'Israël assassine.

Un mouvement de solidarité se doit de dire la vérité et de soutenir les opprimés et non pas les pouvoirs corrompus qui trahissent les idéaux de leurs peuples.

Nous devons aider le peuple palestinien afin que son choix démocratique soit respecté.

Ils nous demandent d'informer, de dénoncer ce à quoi Abou Mazen se prépare et tous leurs complices

Silvia Cattori

---

## 9 Annexes

### 9-1 Déclaration finale du congrès du droit au retour à Nazareth

18-12

*Nous nous accrochons au droit au retour et refusons toutes tentatives de le réduire ou de le contourner*

**Les parties organisatrices sont déterminées à appliquer le droit au retour et à transformer le rêve en un projet institutionnel, politique et populaire. En posant la question du droit au retour des réfugiés palestiniens, les parties organisatrices sont concernées par le renforcement de cette revendication** palestinienne pour la transformer en un projet pour le retour des réfugiés, qu'ils soient à l'intérieur ou hors du pays. Elles l'ont également posée comme question centrale, au cœur même de la discussion politique en Israël, constituant une percée dans la politique israélienne historique qui tente d'illégitimer le droit au retour, ce qui constitue la principale entrave pour parvenir à une paix juste. La tenue de ce congrès entre dans le cadre de la tenue de plusieurs congrès parallèles en Europe, aux Etats-Unis et dans les pays arabes, dans le cadre des efforts menés par les institutions des réfugiés palestiniens et les diverses institutions palestiniennes ainsi que les mouvements de solidarité pour regrouper les forces, coordonner les efforts, sur le plan palestinien et international, pour faire face aux campagnes israéliennes et internationales visant à empêcher l'application du droit au retour et imposer des alternatives entravant son application. Ce congrès entre également dans le cadre des efforts pour lancer un mouvement palestinien et international pour le droit au retour des réfugiés palestiniens à leurs villes et villages, à leurs maisons et leurs propriétés, selon les décisions de la légalité internationale, et notamment la décision 194 de l'ONU, appuyé par les conventions internationales des droits de l'homme.

Le congrès a affirmé l'attachement des parties organisations et des participants aux droits inaliénables du peuple palestinien, et a levé une voix unie contre tout plan rejetant le droit au retour ou tentant de le contourner, quelle que soit sa source, ou tentant de le poser en contraction avec les droits du peuple palestinien concernant la fin de l'occupation, la liberté et l'indépendance.

Le congrès du droit au retour et pour la paix juste et globale apprécie hautement la participation des soeurs et frères palestiniens de Cisjordanie et de l'exil, et apprécie hautement les messages de solidarité des institutions et des milieux palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza qui n'ont pu y assister, et des camps des réfugiés du Liban et de l'exil. Le congrès considère que ces réactions indiquent l'importance du regroupement palestinien, du partage du même sort par les différentes parties du peuple palestinien, où qu'il se trouve. Le congrès apprécie hautement la participation de milieux israéliens progressistes soutenant le droit au retour des réfugiés et des déplacés palestiniens.

Les interventions au congrès ainsi que les débats qui ont axé sur l'activation de la mémoire, les dimensions humaines, juridiques, populaires et politiques du droit au retour, sur les données actuelles et les perspectives futures, concrétisent les énergies importantes qui contribuent à développer l'action des institutions et les efforts des parties concernées, à développer l'action du peuple palestinien, principal concerné, et ses institutions, pour le projet du retour, en vue de le réaliser.

Les parties organisatrices comptent poursuivre leurs actions en vue d'élargir le mouvement du retour à l'intérieur, en complément des mouvements du retour présents dans tous les lieux d'exil du peuple palestinien, et en coordination avec eux, afin de les transformer en projet principal organisé du peuple palestinien et de tous ceux qui soutiennent ses droits et affirme sa solidarité avec lui.

Le congrès affirme son refus catégorique de tout projet liquidateur, qui contourne ou réduit le droit au retour, quelle que soit sa source, comme il affirme au monde entier qu'il ne peut y avoir de paix juste sans la réalisation et l'application du droit au retour des réfugiés palestiniens. Il met en garde ceux qui mènent une campagne pour arracher une reconnaissance internationale, arabe et palestinienne de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur le droit au retour.

Le congrès dénonce l'interdiction faite au délégué de la Ligue des réfugiés palestiniens en Europe d'entrer au pays pour participer au congrès et affirme qu'il ne laissera pas passer une telle mesure sans prendre les mesures nécessaires pour repousser la politique israélienne.

"Nous affirmons que l'expulsion du frère Qasem Qasem ne peut qu'accroître notre détermination à renforcer nos relations avec notre peuple en exil et dans le pays pour mener la bataille pour la réalisation du droit au retour.

Nous demandons à l'opinion internationale de reconnaître et d'admettre qu'un processus de nettoyage ethnique a été exécuté envers notre peuple palestinien en 1948 et que ce processus se poursuit jusqu'à présent.

Nous demandons des directions palestiniennes, à tous les niveaux, de mettre la question de la Nakba en axe de son programme, et de profiter des expériences du passé pour empêcher une nouvelle Nakba.

Nous demandons à l'institution académique israélienne de permettre, en conformité avec la liberté académique dans le monde, la recherche libre et la critique audacieuse autour de la Nakba, et de cesser d'être le porte-voix de l'institution dirigeante et de la politique de la répression.

Nous nous appuyerons sur ce congrès pour accentuer la lutte et la mobilisation populaire organisée pour mener la marche du retour, les rencontres dans les marches du retour, et le troisième congrès afin que les réfugiés retournent à leurs patrie, leurs maisons et leurs biens.

Les parties organisatrices :

L'association de défense des droits des déplacés

Institut Emile Touma pour les études israéliennes et palestiniennes

Institution Zokhorot, en collaboration avec l'Union des associations civiles arabes – Ittijah

SOURCE : Afps

---

## 9-2 Centre d'Information sur la Résistance : Droit au retour : La lutte des réfugiés internes

### Congrès de Nazareth (16-18 décembre 2005)

A l'occasion de la tenue du congrès pour le droit au retour, à Nazareth, organisé pour la deuxième fois à l'intérieur du pays, le Centre d'Information sur la Résistance en Palestine présente une série de trois articles sur les réfugiés de l'intérieur, ou les déplacés internes, ceux qui vivent dans leur pays, mais qui ont été déplacés de leurs lieux d'origine ..

Mis à part du fait de leur présence à l'intérieur de l'Etat d'Israël, cet Etat colonial ayant refusé qu'ils soient considérés réfugiés et de ce fait, pris en charge par l'UNRWA, alors que le sort subi est semblable à tous les réfugiés : expulsion, dépossession, négation du droit au retour et aux compensations.

Deuxième congrès après celui de Haïfa, en mars 2004, ce congrès tient à affirmer le droit au retour à leurs villages et villes, à leurs maisons et terres de tous les Palestiniens expulsés en 48 et après, y compris ceux qui vivent à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Ce congrès est aussi l'occasion d'amplifier la voix des associations des réfugiés de l'intérieur qui luttent depuis des décennies en se mobilisant, en organisant des marches du lieu de leur "exil" vers le lieu d'origine, en suscitant leur cause dans toutes les instances, locales, nationales et

internationales.

### 1) Qui sont les réfugiés de l'intérieur, ou les déplacés internes ?

Dans son introduction au livre collectif "Catastrophe Remembered" (2005, ed. Zed Books, édité par Nur Masalha)(\*) Nur Masalha écrit, en vue de classer les déplacés internes palestiniens : "La classification et la définition des réfugiés internes/déplacés internes palestiniens, à l'intérieur de la ligne verte(\*\*), doivent être comprises sur la base de trois entités politiques et trois périodes historiques différentes : la Palestine mandataire, l'Etat d'Israël et les territoires occupés en 1967. Distinguer entre "réfugiés" et "déplacés internes" est encore plus compliqué, d'abord à cause de l'absence de reconnaissance internationale des frontières entre Israël et la Palestine et ensuite, par le fait que le législateur israélien n'a pas reconnu le terme de réfugié (lâji', en arabe) pour les Arabes palestiniens à l'intérieur de l'Etat d'Israël. On peut toutefois distinguer quatre catégories de déplacés internes palestiniens à l'intérieur de la ligne verte, la première et la seconde catégorie étant souvent désignés par les "présents absents".

1 - Les Déplacés internes palestiniens en 1948 : Il s'agit de la plus vaste des catégories des déplacés internes. Ils vivent à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Ce sont les Palestiniens déplacés et dépossédés de leurs maisons et de leurs terres au cours ou immédiatement après la guerre de 1948.

2 - Les Déplacés internes palestiniens après 1948 : Un autre groupe, plus restreint, regroupe les Palestiniens vivant dans l'Etat d'Israël qui ont été déplacés après 1948 par le transfert interne et l'éviction, l'expropriation des terres et la destruction de leurs maisons. Une grande partie de cette catégorie est constituée des Bédouins palestiniens.

3 - Les Déplacés internes palestiniens de 1967 : Cette catégorie comprend les déplacés internes palestiniens qui furent déplacés au cours de la guerre de 1967, que ce soit en Cisjordanie, à Jérusalem Est ou dans la bande de Gaza, sans inclure ceux qui ont été appelés les réfugiés palestiniens de 1967 souvent appelés "les déplacés en 1967" car au temps de leur déplacement, la Cisjordanie était sous administration jordanienne, les réfugiés n'ayant pas "traversé une frontière internationale" pour trouver refuge en Jordanie.

4 - Les Déplacés internes palestiniens après 1967 : ce sont les Palestiniens déplacés à l'intérieur de la Cisjordanie, Jérusalem Est et la bande de Gaza, après 1967, par le biais des expropriations de terres, des démolitions de maisons, de la révocation des droits de résidence à Jérusalem et d'autres moyens de transfert interne incluant, plus récemment, les séparations forcées selon des critères ethniques, religieuses et nationales. Ce groupe inclut un grand nombre de Bédouins palestiniens.

"Compliquant ces définitions, les Palestiniens déplacés internes de l'ouest vers l'est de Jérusalem, en 1948, sont considérés comme des réfugiés à cause de la création d'une "frontière", la ligne d'armistice de 1949, coupant la ville en deux.

Selon le centre Badil pour les droits des réfugiés palestiniens, situé à Bethléhem, il y a approximativement 260.000 Palestiniens déplacés internes en 1948 (catégorie 1), représentant le quart de la population palestinienne à l'intérieur de la ligne verte.

Ce chiffre n'inclut pas les déplacés après 1948, les Bédouins palestiniens du Naqab déplacés après 1948 ni les Palestiniens citoyens des villes comme Haïfa ou Akka, qui ont été autorisés à retourner à leur ville d'origine, sans toutefois pouvoir retrouver leurs maisons et leurs biens. S'il faut prendre en compte toutes ces catégories et d'autres encore de déplacés locaux, le nombre des déplacés internes à l'intérieur de l'Etat d'Israël se situerait entre 300.000 et 350.000 Palestiniens.

Dans les années 50, les déplacés internes palestiniens furent considérés, à l'intérieur de l'Etat d'Israël, comme des présents absents, avec l'application de la loi sioniste des Propriétés des Absents de 1950. Ils étaient présents physiquement mais absents légalement dans leurs relations avec leurs maisons et leurs terres d'origine. Cette appellation paradoxale signifie qu'ils vivent dans leur pays, mais l'Etat les a expropriés de leurs terres et maisons, faisant d'eux des exilés et des réfugiés dans leur propre pays. La plupart d'entre eux furent forcés de quitter leurs villages au cours de la guerre de 48-49 ; ils ont fermé leurs maisons, pris leurs clefs et les titres de propriété de leurs terres, tout en envisageant d'y retourner dès que l'armée d'occupation le leur permettrait.

Le déplacement des Palestiniens ne s'est pas achevé après la guerre de 1948. Les autorités sionistes ont continué à déplacer et à transférer les Palestiniens tout au long des années 50. Au même moment, les forces militaires israéliennes détruisaient la plupart des villages palestiniens dépeuplés, et déclaraient ces villages "zones militaires fermées" pour empêcher le retour des déplacés palestiniens à leurs villages. De plus, les autorités israéliennes ont planté des forêts dans ces villages dépeuplés pour cacher la présence palestinienne. Dans la plupart des cas, elles ont implanté des colonies sur les terres de ces villages, certaines prenant le nom même des villages palestiniens d'origine, comme par exemple, la colonie juive de Beit Dagan a pris la place et les terres du village palestinien de Bayt Dajan, le kibboutz Sa'sa' est bâti sur le village palestinien Sa'sa'. Le moshav Amka est implanté sur les terres du village palestinien 'Amqa, et le moshav Elonit (arbre en hébreu) sur les terres d'al-Shajara (arbre, en arabe).

Sur les 162 villages dépeuplés du nord de la Palestine, au cours de la guerre de 48, 44 villages représentent les lieux d'origine des déplacés internes palestiniens. Parmi ces 44 villages, 10 avaient une population de plus de 500 personnes, 17 étaient peuplés de 100 à 500 personnes, et 17 avaient moins de 100 personnes.

Avançant des prétextes de sécurité, l'armée d'occupation a continué, pendant les années 50 à expulser la population palestinienne des agglomérations arabes. Il s'agissait de briser toute continuité démographique palestinienne, en vue de faciliter la judaïsation de la Palestine, en y implantant des colonies, et notamment les fermes collectives (kibboutz), modèles de la colonisation de peuplement conçues par le sionisme comme vitrine de ses réalisations mensongères.

Bien que devenus citoyens israéliens en 1952, les déplacés internes n'ont pu réintégrer leurs villages ni leurs biens. Ils continuent à être, ainsi que leurs descendants, les présents absents. Ils sont systématiquement empêchés de retourner chez eux et de reprendre leurs biens, par une série de mesures et de lois adoptées par l'Etat, qui vise à assurer la domination d'une majorité juive sur le pays.

Les présents absents se sont retrouvés dans une situation unique. En dépit de leurs liens historique, géographique, culturel et national avec le peuple palestinien, ils sont des réfugiés à l'intérieur de leur propre pays, tout en partageant le sort des Palestiniens à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Ils portent la citoyenneté israélienne, ce qui les distingue de l'ensemble des autres réfugiés palestiniens, mais ils n'ont pu être considérés réfugiés par les programmes de l'ONU ni aidés à ce titre. Les opérations de l'UNRWA dans l'Etat d'Israël furent stoppées en 1952. Ils forment une catégorie distincte parmi les Palestiniens de l'Etat d'Israël. En majorité musulmans (environ 90%), les autres réfugiés internes sont chrétiens. Ils se distinguent des réfugiés "externes" par le fait qu'ils sont originaires exclusivement des zones rurales alors que les réfugiés "externes" étaient à la fois des ruraux et des citadins.

La majorité des déplacés internes sont originaires et vivent actuellement dans la région nord, les provinces de Safad, Akka, Haïfa, Baysan et Tabaraya de la Palestine mandataire. Bien que certains déplacés internes vivent dans des villes comme Nazareth ou Shefa'Amr, ou dans les "villes mixtes" comme Haïfa, Akka, Lid, Ramleh et Yafa, la majeure partie des déplacés internes vit dans les villages palestiniens proches de leurs villages d'origine. Selon l'étude menée par le sociologue palestinien, Majid al-Haj en 1994, dans les villages hôtes de Galilée, plus de la moitié des Déplacés internes interviewés ont affirmé s'être installés dans leur village actuel après avoir été déplacés dans d'autres villages auparavant. Seul le tiers des Déplacés internes a été directement déplacé du village d'origine au village ou ville hôte. Les autorités israéliennes ont non seulement joué un rôle majeur dans les déplacements, mais également dans les mouvements de ces Déplacés en direction des villages hôtes. Elles avaient en vue les plans de repeuplement et d'annexion des terres. C'est selon un schéma préétabli que les autorités sionistes ont procédé au transfert et à l'installation des habitants des villages de Iqrit, Kfar Bir'im, al-Ghabisiyya, Krad al-Baqqara et Krad al-Ghannama, entre 1948 et 1950. Une partie des villageois fut expulsée vers le Liban et la Syrie. D'autres furent transférés dans d'autres localités en Galilée.

Dans quelques cas, les autorités sionistes ont "aidé" les Déplacés internes à se loger dans des villages ou des maisons, mais les déplacés devaient en contrepartie, céder leurs propres droits sur leurs terres et propriétés dans leurs village d'origine, aux autorités de l'occupation.

Les terres sur lesquelles furent construites ces maisons pour loger les déplacés internes furent confisquées aux villageois palestiniens des villages hôtes. Avec une telle pratique, les autorités sionistes semaient la discorde entre les déplacés internes et les villageois hôtes.

SOURCE : Afps.

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12529](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12529)

Source : Marc Lemaire

**Avertissement**

Palestine - Solidarité a pour vocation la diffusion d'informations relatives aux événements du Proche Orient.

L'auteur du site travaille à la plus grande objectivité et au respect des opinions de chacun, soucieux de corriger les erreurs qui lui seraient signalées.

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur et/ou de leur traducteur. En aucun cas Palestine - Solidarité ne saurait être tenue responsable des propos tenus dans les analyses, témoignages et messages postés par des tierces personnes.

D'autre part, beaucoup d'informations émanant de sources externes, ou faisant lien vers des sites dont elle n'a pas la gestion, Palestine - Solidarité n'assume aucunement la responsabilité quant à l'information contenue dans ces sites.

[Retour](#) - [Ressources](#) - [Analyses](#) - [Communiqués](#) - [Accueil](#)